

MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

15 MAI 2026

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU PREMIER TRIMESTRE 2026

INTRODUCTION

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre de la redevabilité qui permet la mise à disposition des partenaires techniques et financiers ainsi que du public les données trimestrielles sur l'exécution du budget.

Ainsi, ce rapport décrit le contexte dans lequel la loi des finances a été élaborée, ensuite fait le point de l'exécution du budget tant en recettes qu'en dépenses au 1^{er} trimestre 2026 débouchant sur les perspectives.

I. CONTEXTE D'ÉLABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2026

i) L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET LES PERSPECTIVES

L'environnement économique mondial est marqué par des défis persistants et continue de faire face à des incertitudes majeures :

Au plan international, les projections de croissance mondiale des dernières Perspectives de l'Économie Mondiale d'octobre 2025 du Fonds Monétaire International, sont donc révisées à la hausse par rapport à l'édition d'avril 2025 mais elles restent inférieures à celles établies avant les changements soudains de politiques commerciales. La croissance mondiale devrait ralentir, de 3,3% en 2024 à 3,2% en 2025 et à 3,1% en 2026, soit autour de 1,5% dans les pays avancés, et juste au-dessus de 4% dans les pays émergents et les pays en développement.

L'inflation mondiale devrait continuer de reculer en 2026, s'établissant autour de 2,9% à 3,2%.

Aux États-Unis, les perspectives économiques tablent sur une croissance en 2026 qui se situerait à 2,1%, contre 2,0% en 2025. Ces chiffres marquent une décélération par rapport au dynamisme de 2024 (estimé à 2,8%), principalement en raison de l'impact des incertitudes et des chocs tarifaires sur la demande.

En Chine, la croissance devrait s'établir à 4,2% en 2026, marquant un ralentissement par rapport aux années précédentes qui affichaient respectivement des taux de croissance de 4,8% en 2025 et 5,0% en 2024. Cette projection est liée à des tensions continues sur le marché immobilier, des niveaux d'endettement élevés, une consommation intérieure affaiblie, et un environnement commercial international moins favorable, malgré des efforts de relance de la part des autorités chinoises. Des prévisions font état d'une inflation qui se situerait à 1,4 % durant la même période.

Dans la zone euro, les prévisions indiquent une croissance du PIB réel, modérée de 1,1 % en 2026 contre 1,2% en 2025 et 0,9% en 2024. La dynamique de croissance s'essouffle et fait place à des perspectives médiocres à moyen terme. L'impulsion donnée par les exportations effectuées par anticipation en début d'année s'inverse désormais alors que les droits de douane commencent à faire sentir leurs effets et que les marchés obligataires intègrent les risques élevés dans un contexte d'incertitude prolongée.

L'inflation quant à elle, devrait diminuer par rapport à 2025 pour atteindre environ 1 en moyenne selon la Banque Centrale Européenne.

En Afrique subsaharienne, l'économie fait preuve de résilience malgré un contexte extérieur difficile où les perspectives pour les prix des produits de base sont inégales, les conditions d'emprunt restent contraignantes puis le commerce mondial et l'aide internationale se détériorent. La croissance économique devrait se maintenir à 4,1 % en 2025, puis enregistrer un léger regain

en 2026, à la faveur de la stabilisation macroéconomique et des réformes en cours dans plusieurs des principales puissances économiques de la région.

La baisse de l'inflation dans près de la moitié des pays de la région et les efforts de réduction des déficits publics contribuent à cette tendance positive.

Dans la zone CEMAC, une croissance économique modérée devrait être observée, estimée à 3,3% en 2026 contre 2,8 en 2025, selon les prévisions du FMI. Cette projection optimiste reste soutenue par des initiatives de transformation structurelle, comme la stratégie sous régionale d'import-substitution, qui visent à atténuer les effets de la volatilité de la demande extérieure et des tensions géopolitiques sur l'économie de la région.

Au plan national, la croissance du PIB se redresse très progressivement pour atteindre 3,5% en 2026 contre 3,0% en 2025. Plusieurs facteurs expliquent ce redressement parmi lesquels, l'amélioration progressive de l'accès à l'électricité, la mise en œuvre des réformes visant à faciliter l'amélioration de l'approvisionnement en carburant, la stabilisation des prix des produits pétroliers, la hausse de la production minière, et surtout le déploiement de la 4G.

A cela s'ajoute une inflation moyenne qui devrait se hisser à 4,2% en 2025, puis converger autour de 3,6% en 2026, au-delà du critère de convergence multilatérale.

ii) Les grandes orientations de la politique budgétaire 2026

Les orientations de la politique budgétaire s'articulent autour des axes stratégiques du Programme National de Développement (PND 2024-2028) que sont :

- Le renforcement de la sécurité, promotion de la gouvernance et l'Etat de droit
- Le développement du Capital humain et accès équitable aux services sociaux de base de qualité ;
- Le développement des infrastructures résilientes et durables en soutien à l'économie à travers l'énergie, la construction/réhabilitation des routes, l'habitat, et la promotion de l'économie numérique •
- L'accélération de la production et des chaînes de valeurs dans les filières productives pour une croissance inclusive et durable ;
- La durabilité environnementale et la résilience face aux crises et aux effets du changement climatique.

Ces orientations guident la politique budgétaire 2026, dont les objectifs spécifiques sont :

- ✓ Soutenir la croissance économique inclusive par une allocation efficiente des ressources publiques ;
- ✓ Renforcer la soutenabilité des finances publiques à travers une gestion rigoureuse de la dette et l'amélioration de la mobilisation des ressources internes,
- ✓ Promouvoir les infrastructures et la production en maintenant le niveau des dépenses par rapport à 2025,
- ✓ Poursuivre la modernisation de l'administration publique et la digitalisation de la gestion budgétaire.

Le projet de budget 2026 traduit la volonté du Gouvernement d'allier rigueur, équité et efficacité dans la gestion des ressources publiques.

La mise en œuvre au cours de l'année 2026 du Plan « *e-Finances Publiques RCA 2025-2027* », devra permettre la digitalisation et la dématérialisation des procédures de collecte, de traitement et de centralisation des recettes fiscalo-douanières, afin d'en optimiser le rendement.

Les tableaux ci-après présentent respectivement les grandes masses budgétaires et de trésorerie de la Loi de Finances initiale 2026 :

Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses budgétaires de la Loi des Finances 2026 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions LF 2026
Ressources budgétaires	368 433 000
Ressources propres	206 800 000
Douanes	75 800 000
Impôts	79 000 000
Trésor	52 000 000
Ressources extérieures	161 633 000
Appuis budgétaires	29 233 000
Appuis projets	132 400 000
Dons projets	125 400 000
Emprunts projets	7 000 000
Charges Budgétaires	396 354 621
Dépenses primaires	237 038 095
Dépenses de Personnel	114 152 330
Dépenses de Biens et Services	48 976 674
Dépenses de Transferts	64 113 726
Investissement sur ressources propres	9 795 365
Charges Financières	26 916 526
Financement Extérieur	132 400 000
Solde budgétaire global	- 27 921 621

Source : LFI 2026

Tableau n°2 : Prévisions de grandes masses de trésorerie de la Loi de Finances 2026 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions LF 2026
Ressources de trésorerie	66 100 803
Titres publics	66 100 803
Charges de trésorerie	38 179 130
Remboursements emprunts extérieurs	9 563 130
Remboursements dette intérieure	51 216 000
Bons de Trésor Assimilables (BTA)	1 000 000
Obligations du Trésor Assimilables (OTA)	45 015 000
Créances des Banques commerciales titrisées	610 000
Crédits consolidés BEAC	3 867 000
AFRILAND	724 000
Accumulation de cash	- 22 600 000
Solde de Trésorerie	27 921 673

Source : LFI 2026

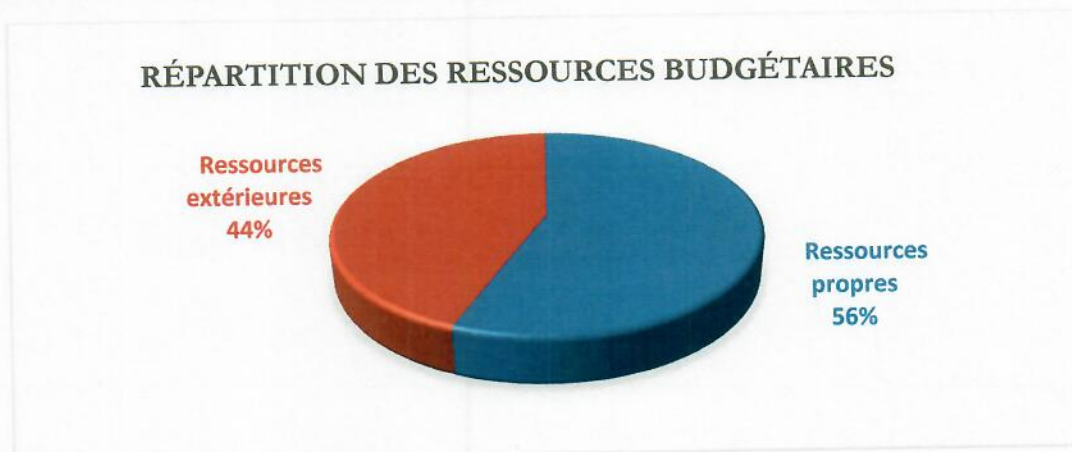
II. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

II.1. Les ressources budgétaires

Au 1^{er} trimestre 2026, sur une prévision annuelle de 368,43 milliards de francs CFA, les ressources budgétaires ont été mobilisées à hauteur de 64,38 milliards de francs CFA constituées de ressources propres (54,26 milliards de francs CFA) et de ressources extérieures (10,11 milliards de francs CFA), soit un taux de mobilisation de 17,47%, en deçà de la cible prévisionnelle.

En comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière, une baisse de 1,06% a été constatée. Cette baisse se justifie par une faible mobilisation des ressources extérieures.

Figure n° 1 : Répartition des Ressources budgétaires



Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des ressources budgétaires au 1^{er} trimestre 2026 :

Tableau n°3 : Mobilisation des ressources budgétaires au 1^{er} trimestre 2026 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2025	Prévision 2026	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2026	Taux de réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	65 057 340	368 433 000	64 367 333	17,47%
Ressources propres	45 143 000	206 800 000	54 261 000	26,24%
Douanes	15 383 000	75 800 000	18 475 000	24,37%
Impôts	16 606 000	79 000 000	22 060 000	27,92%
Trésor	13 154 000	52 000 000	13 726 000	26,40%
Ressources extérieures	19 914 340	161 633 000	10 106 333	6,25%
Appuis budgétaires (DTS FMI)	8 673 000	29 233 000		0,00%
Appuis projets	11 241 340	132 400 000	10 106 333	7,63%
<i>Dons projets</i>	11 241 340	125 400 000	10 106 333	8,06%
<i>Emprunts projets</i>		7 000 000		0,00%

Sources : LFR 2025, PLT et DGPB (MEPCI)

1) Les ressources propres

Au 1^{er} trimestre 2026, les différentes régies ont mobilisé la somme de 54,26 milliards de francs, soit un taux de recouvrement de 26,24% dépassant légèrement la cible visée. En comparaison à la mobilisation au 1^{er} trimestre 2025, une hausse de 20,20% a été constatée.

L'analyse des recouvrements par régie est faite dans la partie suivante :

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Au 1^{er} trimestre 2026, la DGDDI a recouvré la somme de 18,47 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 75,80 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 24,37% inférieur à la cible souhaitée.

En dépit de ce faible taux de mobilisation, une hausse de 20,10% a été observée en comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière. Cette hausse se justifie essentiellement par une augmentation de toutes les natures des recettes douanières.

Le tableau ci-après présente les recettes de la DGDDI par nature économique :

Tableau n°4 : Situation des recettes de la DGDDI au 31 mars 2026 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1er trimestre 2025	Prévision 2026	Réalisation au 1er trimestre 2026	Taux de réalisation
Recettes fiscales	12 875 349	64 858 661	14 016 704	21,61%
Droits de sorties	526 428	1 547 950	900 695	58,19%
Amendes et pénalités	486 900	1 018 211	1 011 815	99,37%
Recettes affectées	1 116 018	6 474 411	2 061 644	31,84%
Autres Recettes	378 305	1 900 767	484 142	25,47%
TOTAL	15 383 000	75 800 000	18 475 000	24,37%

Sources : LFR 2025, DGDDI et PLT

➤ **La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)**

Au 31 mars 2026, sur une prévision de 79 milliards de francs CFA, la DGID a recouvré le montant de 22,06 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 27,92% supérieur à la cible souhaitée.

En comparaison au niveau de recouvrement au 31 mars de l'année dernière, une hausse de 32,84% a été observée.

Le tableau ci-dessous montre les réalisations de la DGID par nature économique au 1^{er} trimestre 2026 :

Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID au 31 mars 2026 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1er trimestre 2025	Prévision 2026	Réalisation au 1er trimestre 2026	Taux de réalisation
Recettes fiscales	14 150 255	71 376 259	19 973 631	27,98%
Recettes non fiscales	2 125 398	6 120 271	1 943 913	31,76%
Recettes sur exercices antérieurs	202 989	854 759	-	
Produits divers et exceptionnels	127 358	648 711	142 456	21,96%
TOTAL	16 606 000	79 000 000	22 060 000	27,92%

Sources : LFI 2026, PLT

➤ **La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)**

Au 1^{er} trimestre 2026, la DGTCP a mobilisé au total 13,73 milliards de francs CFA sur une prévision de 52 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 26,40%. En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la même période, une hausse de 4,35% a été constatée.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des recettes de la DGTCP au 1^{er} trimestre 2026 :

Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP au 1^{er} trimestre 2026 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2025	Prévision 2026	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2026	Taux réalisation
Recettes fiscales	1 034 000	4 203 895	1 180 000	28,07%
Recettes non fiscales	10 020 000	39 390 275	9 694 000	24,61%
Produits exceptionnels	1 350 000	3 025 924	1 406 000	46,47%
Taxes et Redevances	450 000	2 892 856	913 000	31,56%
Produits financiers	300 000	2 487 051	533 000	21,43%
TOTAL	13 154 000	52 000 000	13 726 000	26,40%

Sources : LFI 2026, PLT

2) Les ressources extérieures

Au 31 mars 2026, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à hauteur de 10,11 milliards de francs CFA sur une prévision de 161,63 milliards de francs CFA soit un taux de mobilisation de 6,25% très en deçà de la cible. Cette mobilisation est constituée uniquement des Appuis projets.

En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la période, une forte baisse de 49,25% a été constatée justifiées par l'absence des Appuis budgétaires.

II.2. Exécution des dépenses budgétaires

A fin mars 2026, sur une prévision annuelle de 396,35 milliards de francs CFA, les dépenses de l'Etat base ordonnancement ont été exécutées à hauteur de 66,62 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution 16,81%.

Ce faible niveau d'exécution est très visible sur les rubriques des dépenses des Biens et services, des Investissements sur ressources propres et des Financements extérieurs.

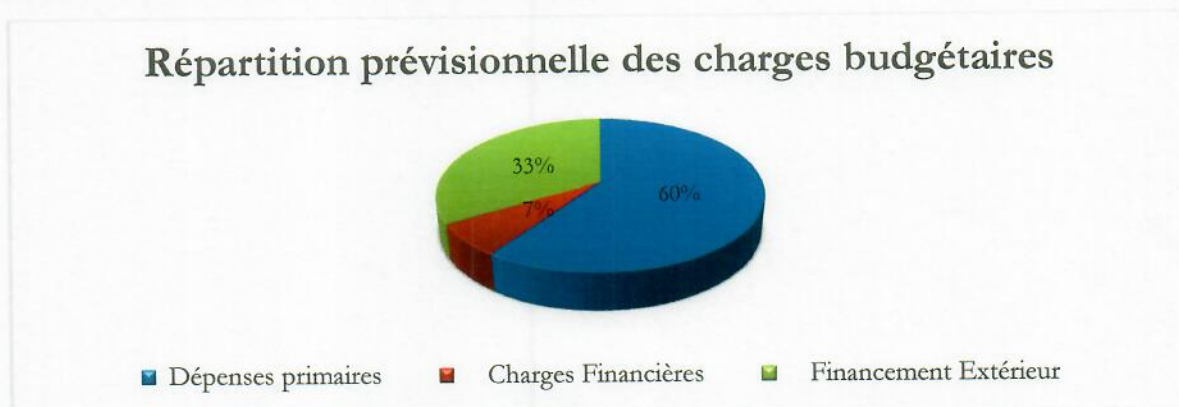
Le tableau suivant décrit l'exécution des dépenses ordonnancées de l'Etat au 31 mars 2026 :

Tableau n°7 : Exécution des dépenses budgétaires par titre au 1^{er} trimestre 2026 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2025	Prévision 2026	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2026	Taux de réalisation
CHARGES BUDGETAIRES	63 418 104	396 354 621	66 624 834	16,81%
Dépenses primaires	52 176 764	237 038 095	56 518 501	23,84%
Personnel	28 342 042	114 152 330	34 162 017	29,93%
Biens et Services	8 267 995	48 976 674	6 307 400	12,88%
Transferts et subventions	13 574 950	64 113 726	14 473 140	22,57%
Investissement sur ressources propres	1 991 777	9 795 365	1 575 944	16,09%
Charges Financières		26 916 526		0,00%
Financements extérieurs	11 241 340	132 400 000	10 106 333	7,63%
<i>Personnel</i>	1 812 260	12 956 000	658 232	5,08%
<i>Biens et Services</i>		4 940 000		0,00%
<i>Investissements</i>	9 429 080	114 504 000	9 448 101	8,25%

Sources : LFI 2026, DGB et DGPB (MEPCI)

Figure n° 2 : Répartition des Charges budgétaires



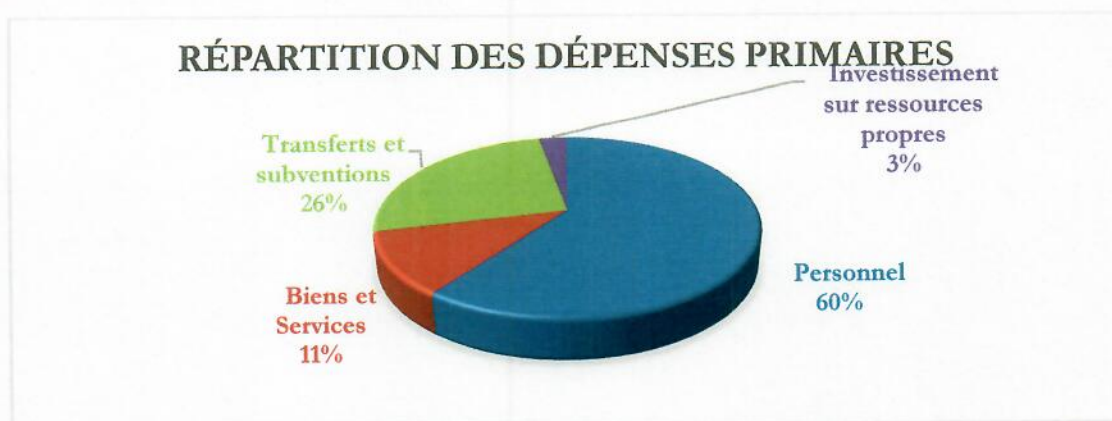
II.2.1) Les dépenses primaires

Au 1^{er} trimestre 2026, les dépenses primaires ordonnancées s'élèvent à l'ordre de 56,52 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 237,04 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 23,84%.

En comparaison à l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 8,32% a été constatée.

Le graphique ci-dessous décrit la répartition des dépenses primaires ordonnancées par titre :

Figure 3 : Répartition des dépenses primaires exécutées à fin mars 2026



a) Les Dépenses du Personnel

Sur une prévision de 114,15 milliards de francs CFA, les dépenses du personnel au 1^{er} trimestre 2026 s'élèvent à hauteur de 34,16 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 29,93% supérieur à la cible de 25%.

Cette hausse se justifie par la prise en charge salariale des fonctionnaires nouvellement recrutés dans la Fonction Publique.

En comparaison à l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 20,53% a été constatée.

b) Les dépenses des biens et services

Au 1^{er} trimestre 2026, sur une prévision de 48,98 milliards de francs CFA, les dépenses de biens et services base ordonnancement ont été exécutées à hauteur de 6,31 milliards de francs CFA correspondant à un taux d'exécution de 12,88%, très inférieur à la cible de 25%.

En comparaison à l'exécution de la même période de l'année 2025, une baisse de 23,71% a été observée.

c) Les dépenses de transferts

Au 1^{er} trimestre 2026, les dépenses de transferts ordonnancées sont exécutées à hauteur de 14,47 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 64,11 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 22,57%.

En comparaison à l'exercice de l'année dernière à la même période, une hausse de 6,62% a été constatée.

d) Dépenses d'investissement sur ressources propres

Au 31 mars 2026, les dépenses d'investissement sur ressources propres ordonnancées ont été exécutées à hauteur de 1,57 milliard de francs CFA sur une prévision annuelle de 9,79 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 16,09%.

En comparaison à l'exercice budgétaire de l'année dernière de la même période, une baisse de 20,88% a été observée.

II.2.1) Les Charges financières

Les charges financières sont des opérations de trésorerie et leur exécution budgétaire est prise en compte après la régularisation de celles-ci par la Direction Générale du Budget. Au 1^{er} trimestre 2026, aucune opération de régularisation des charges financières n'a été effectuée due à l'absence des informations y relatives.

II.2.3) Les dépenses sur Financement extérieur

Au 1^{er} trimestre 2026, les dépenses d'investissement sur ressources extérieures ont été exécutées à hauteur de 10,11 milliards de francs CFA sur une prévision de 132,40 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 7,63%.

Ces dépenses sont constituées des dépenses du personnel (0,66 milliard de francs CFA) et des dépenses d'investissement (9,45 milliards de francs CFA).

III. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE

III.1. Les ressources de trésorerie

Le Gouvernement a prévu au cours de l'année 2026 de faire recours aux ressources de trésorerie à hauteur de 66,10 milliards de francs CFA. Au 1^{er} trimestre 2026, les ressources de trésorerie mobilisées s'élèvent à hauteur de 48,89 milliards de francs CFA constituées de Titres publics (38,44 milliards de francs CFA), du Tirage spécial (9,38 milliards de francs CFA) et autres recettes (1,07 milliard de francs CFA).

En comparaison à la mobilisation des ressources de l'année dernière à la même période, une augmentation de plus de 220% a été observée.

III.2. Exécution des dépenses à charge de trésorerie

Au 31 mars 2026, sur une prévision de 38,18 milliards de francs CFA, les dépenses à charge de trésorerie ont été exécutées à hauteur de 27,36 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 71,66%.

En comparaison à l'exécution de charge de trésorerie au 1^{er} trimestre de l'année dernière, une baisse de 14,42% a été constaté.

Les détails des ressources et des dépenses à charge de trésorerie sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°8 : Récapitulatif des ressources et des dépenses à charge de trésorerie au 31 mars 2026 (en milliers de francs CFA)

	Réalisations au 1er trimestre 2025	Prévisions 2026	Réalisations au 1er trimestre 2026	Taux
Ressources de trésorerie	15 222 000	66 100 803	48 893 000	73,97%
Titres publics	1 022 000	66 100 803	38 441 000	58,16%
Tirage spécial (BGFI et BSIC)	14 200 000		9 378 000	
Autres recettes			1 074 000	
Charges de trésorerie	31 972 000	38 179 130	27 361 000	71,66%
Remboursements emprunts extérieurs	8 583 000	9 563 130	553 000	5,78%
Remboursements dette intérieure	23 389 000	51 216 000	26 808 000	52,34%
Bons de Trésor Assimilables (BTA)	951 000	1 000 000		0,00%
Obligations du Trésor Assimilables (OTA)	2 417 000	45 015 000	18 300 000	40,65%
Créances des Banques commerciales titrisées		610 000	1 488 000	243,93%
Crédits consolidés BEAC	557 000	3 867 000	1 488 000	38,48%
FMI	8 091 000		4 800 000	
AFRILAND	246 000	724 000	246 000	33,98%
Remb. Tirage BGFI/BSIC	11 127 000		486 000	
Accumulation de cash		- 22 600 000		
Solde de Trésorerie	- 16 750 000	27 921 673	21 532 000	

Sources : LFI 2026 et PLT

IV) Analyse des dépenses spécifiques

IV.1. Analyse des dépenses exécutées par Ordre de Paiement (OP)

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont des dépenses liées aux frais d'évacuations sanitaires, de réception des personnalités, des missions et d'organisations des cérémonies officielles.

Au 1^{er} trimestre 2026, le montant des dépenses exécutées par Ordre de Paiement s'élève à hauteur de 3,28 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution 2,19% hors les charges prévisionnelles du personnel et de financements extérieurs.

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées par OP :

Tableau n°9 : Situation des dépenses exécutées par Ordre de Paiement au 31 mars 2026 (en milliers de francs CFA)

Nature des dépenses	Exécution OP au 1er trimestre 2025	Prévision 2026	Exécution OP au 1er trimestre 2026	Taux d'exécution
Charges Financières		26 916 526		0,00%
Biens et services	3 018 063	48 976 674	2 302 803	4,70%
Transferts	957 022	64 113 726	982 038	1,53%
Investissement sur BEC		9 795 365		0,00%
Total	3 975 085	149 802 291	3 284 841	2,19%

Sources : LFI 2026 et DGB

IV.2. Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La classification fonctionnelle consiste à classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques, à les recenser selon leur origine ou selon leur destination. Cette classification permet d'apprécier ou d'évaluer l'exécution du budget conformément aux priorités du Gouvernement.

Au 31 mars 2026, les différents secteurs de la Classification fonctionnelle ont connu un niveau d'exécution divers et variés.

Le tableau ci-dessous donne une description des dépenses exécutées de ces différents secteurs par Division et par Groupe allant de l'Engagement jusqu'au Paiement :

Tableau n°10 : Récapitulatifs des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 1^{er} trimestre 2026 (en milliers de francs CFA)

Code CFAP	Intitulé fonction	Prévision LFI 2026	Engagé	Ordonné	Réglé
01	Services généraux des administrations publiques	272 292 332	37 683 842	23 687 058	13 280 133
011	Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaire	193 496 470	30 026 890	19 363 089	11 425 872
012	Aide économique extérieure	2 836 500	-	-	-
013	Services généraux	37 770 283	4 103 507	2 544 721	1 161 063
014	Recherche fondamentale	98 500	11 240	-	-
015	R-D concernant des services généraux des administrations publiques	461 550	144 773	66 780	33 389
016	Services généraux des administrations publiques nca	1 705 050	127 702	44 745	-
017	Opérations concernant la dette publique	27 556 526	233 756	46 255	10 177

018	Transferts de caractère général entre administrations publiques	8 367 453	3 035 973	1 621 468	649 633
02	Défense	27 196 739	6 128 274	3 739 960	1 836 827
021	Défense militaire	25 975 239	5 816 747	3 704 172	1 819 077
022	Défense civile	175 250	36 042	10 538	-
024	R-D concernant la défense	1 008 000	256 985	17 750	17 750
025	Défense nca	38 250	18 500	7 500	-
03	Ordre et sécurité publics	17 338 339	2 979 601	1 412 175	1 021 947
031	Services de police	14 020 089	2 166 025	1 218 849	972 696
032	Services de protection civile	1 050 425	456 213	79 615	-
033	Tribunaux	279 875	94 473	63 750	36 250
034	Administration pénitentiaire	1 717 250	174 469	48 536	13 001
035	R-D concernant l'ordre et la sécurité publics (SC)	60 000	-	-	-
036	Ordre et sécurité publics nca	210 700	88 421	1 425	-
04	Affaires économiques	29 090 439	1 944 312	700 903	321 103
041	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	41 750	7 120	-	-
042	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	19 367 700	372 067	345 000	308 403
043	Combustibles et énergie	3 254 139	9 997	1 635	-
044	Industries extractives et manufacturières, construction	321 650	43 747	10 000	-
045	Transports	5 710 000	1 358 930	261 718	12 700
046	Communications	51 500	6 997	-	-
047	Autres branches d'activité	5 750	1 866	-	-
048	R-D concernant les affaires économiques	332 950	143 588	82 550	-
049	Affaires économiques nca	5 000	-	-	-
05	Protection de l'environnement	95 600	17 418	2 125	-
054	Préservation de la diversité biologique et protection de la	51 250	6 700	2 125	-
055	R-D dans le domaine de la protection de l'environnement	44 350	10 718	-	-
06	Logements et équipements collectifs	463 843	75 249	8 232	888
061	Logements	131 046	59 291	4 675	-
062	Équipements collectifs	150 375	1 000	-	-
063	Alimentation en eau	119 797	6 834	3 557	888
064	Éclairage public	5 250	1 125	-	-
065	R-D dans le domaine du logement et des équipements collectif	57 375	6 999	-	-
07	Santé	11 356 857	762 195	195 584	42 177
071	Produits, appareils et matériels médicaux	58 500	10 625	-	-
072	Services ambulatoires	4 551 500	13 999	-	-
073	Services hospitaliers	1 508 950	358 094	125 770	11 518
074	Services de santé publique	272 207	33 956	15 000	-

075	R-D dans le domaine de la santé	4 275 700	320 522	54 814	30 658
076	Santé nca	690 000	24 999	-	-
08	Loisirs, culture et culte	2 626 644	585 747	269 494	107 844
081	Services récréatifs et sportifs	841 500	294 246	85 000	-
082	Services culturels	50 300	10 157	513	-
083	Services de radiodiffusion, de télévision et d'édition	360 888	63 262	29 446	10 809
085	R-D dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte	33 000	3 000	3 000	2 000
086	Loisirs, culture et culte nca	1 340 956	215 082	151 536	95 035
09	Enseignement	32 105 183	6 742 446	5 230 568	2 029 373
091	Enseignement préélémentaire et primaire	5 557 700	1 325 538	1 312 308	-
092	Enseignement secondaire	192 000	73 246	-	-
094	Enseignement supérieur	4 464 006	1 313 073	148 569	32 709
095	Enseignement non défini par niveau	15 031 352	1 312 125	1 269 691	1 121 664
096	Services annexes à l'enseignement	57 400	1 749	-	-
097	R-D dans le domaine de l'enseignement	6 755 725	2 701 869	2 500 000	875 000
098	Enseignement nca	47 000	14 846	-	-
10	Protection sociale	3 788 646	72 034	31 928	16 549
104	Famille et enfants	203 250	54 311	15 673	2 500
108	R-D dans le domaine de la protection sociale	45 000	10 000	10 000	10 000
109	Protection sociale nca	3 540 396	7 722	6 255	4 049
Total général		396 354 621	56 991 118	35 278 028	18 656 840

Source : DGB

IV.3. Analyse des dépenses sociales

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Éducation, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion du Genre, du Développement Rural, de l'Élevage et de la Santé Animale, de l'Énergie et des PME- PMI.

Les dépenses des budgets de ces départements sont suivies dans le cadre des programmes conclus avec les partenaires techniques et financiers et comportent chacune des indicateurs. Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 120,10 milliards de francs CFA et leur exécution au 1^{er} trimestre 2026 se chiffre à 16,76 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 13,95%.

Par ailleurs, les tableaux récapitulatifs de l'exécution des dépenses par Titre de tous les Départements et Institutions de la République sont annexés au présent rapport.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres du Personnel, de Biens et Services, de Transferts et d'investissement.

a) Personnel

A fin mars 2026, l'exécution des dépenses sociales liée aux charges du personnel s'élèvent à hauteur de 8,95 milliards de francs CFA sur une prévision de 30,50 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 29,33%.

b) Biens et Services

Pour une prévision globale 11,46 milliards de francs CFA, les dépenses ordonnancées des biens et services des secteurs sociaux au 1^{er} trimestre 2026 se chiffrent à 2,35 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 20,56%.

c) Transferts

A fin mars 2026, sur une prévision annuelle de 8,68 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de transferts base ordonnancement a atteint le montant de 1,35 milliard de francs CFA, soit un taux d'exécution de 15,63%.

d) Investissement

L'exécution des dépenses d'investissement des secteurs sociaux au 31 mars 2026 s'élève à 4,10 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 69,46 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 5,90%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux :

Tableau n°11 : Récapitulatif des dépenses sociales au 1^{er} trimestre 2026 (en milliers de francs CFA)

	Dotation 2026	Réalisations au 1er Trimestre 2026	Taux d'exécution
Education	42 438 949	11 795 219	27,79%
Titre II: Personnel	22 365 168	6 597 289	29,50%
Titre III: Biens et Services	4 344 781	1 791 311	41,23%
Titre IV: Transferts	3 315 000	562 500	16,97%
Titre V: Investissements	12 414 000	2 844 119	22,91%
<i>Sur ressources propres</i>	614 000		0,00%
<i>Sur ressources extérieures</i>	11 800 000	2 844 119	24,10%
Santé	29 821 145	1 986 932	6,66%
Titre II: Personnel	5 381 608	1 439 604	26,75%
Titre III: Biens et Services	5 714 384	492 328	8,62%
Titre IV: Transferts	2 840 153	55 000	1,94%
Titre V: Investissements	15 885 000	-	0,00%
<i>Sur ressources propres</i>	185 000		
<i>Sur ressources extérieures</i>	15 700 000		
Action Humanitaire	1 840 001	1 079 463	58,67%
Titre II: Personnel	314 388	175 867	55,94%
Titre III: Biens et Services	134 863	5 018	3,72%
Titre IV: Transferts	390 750	96 437	24,68%

Titre V: Investissements	1 000 000	802 141	80,21%
<i>Sur ressources propres</i>			
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 000 000	802 141	
Promotion du Genre	5 070 403	232 977	4,59%
Titre II: Personnel	412 653	151 349	36,68%
Titre III: Biens et Services	171 250	6 269	3,66%
Titre IV: Transferts	416 500	75 359	18,09%
Titre V: Investissements	4 070 000	-	0,00%
<i>Sur ressources propres</i>	70 000		
<i>Sur ressources extérieures</i>	4 000 000		
Développement Rural	27 280 787	1 208 951	4,43%
Titre II: Personnel	838 776	251 243	29,95%
Titre III: Biens et Services	349 011	2 622	0,75%
Titre IV: Transferts	1 303 500	501 625	38,48%
Titre V: Investissements	24 789 500	453 461	1,83%
<i>Sur ressources propres</i>	389 500		
<i>Sur ressources extérieures</i>	24 400 000	453 461	
Elevage et Santé Animale	806 878	171 867	21,30%
Titre II: Personnel	490 928	151 867	30,93%
Titre III: Biens et Services	134 450		0,00%
Titre IV: Transferts	140 500	20 000	14,23%
Titre V: Investissements	41 000	-	0,00%
<i>Sur ressources propres</i>	41 000		
<i>Sur ressources extérieures</i>			
Energie	12 269 825	178 971	1,46%
Titre II: Personnel	333 325	95 794	28,74%
Titre III: Biens et Services	551 500	58 177	10,55%
Titre IV: Transferts	145 000	25 000	17,24%
Titre V: Investissements	11 240 000	-	0,00%
<i>Sur ressources propres</i>	540 000		
<i>Sur ressources extérieures</i>	10 700 000		
PME-PMI	572 071	104 441	18,26%
Titre II: Personnel	368 971	84 441	22,89%
Titre III: Biens et Services	58 100		0,00%
Titre IV: Transferts	125 000	20 000	16,00%
Titre V: Investissements	20 000	-	0,00%
<i>Sur ressources propres</i>	20 000		
<i>Sur ressources extérieures</i>			
Total Personnel	30 505 817	8 947 454	29,33%
Total Biens et Services	11 458 339	2 355 725	20,56%
Total Transferts	8 676 403	1 355 921	15,63%
Total Investissements	69 459 500	4 099 721	5,90%
<i>Sur ressources propres</i>	1 859 500	-	0,00%
<i>Sur ressources extérieures</i>	67 600 000	4 099 721	6,06%
TOTAL GENERAL	120 100 059	16 758 821	13,95%

Sources : LFI 2026, DGB et DGPB (MEPCI)

V) Analyse des principaux soldes et indicateurs de performance de la gestion budgétaire.

V.1. Solde global et solde primaire

Au 1^{er} trimestre 2026, les ressources et les charges budgétaires globales ont été mobilisées respectivement à hauteur de 64,37 milliards de francs CFA et 66,62 milliards de francs CFA. Ce qui donne un solde budgétaire global déficitaire d'un montant de 2,26 milliards de francs CFA.

S'agissant des ressources propres, elles ont été mobilisées à hauteur de 54,26 milliards de francs CFA ; quant aux dépenses primaires ordonnancées, elles se chiffrent à hauteur de 56,52 milliards de francs CFA, dégageant un solde primaire déficitaire de l'ordre de 2,26 milliards de CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination de ces soldes :

Tableau n°12 : Tableau récapitulatif des soldes budgétaires au 1^{er} trimestre 2026 (en milliers de francs CFA)

	Prévision 2026	Réalisation au 1er trimestre 2026	Taux de réalisation
RESSOURCES	368 433 000	64 367 333	17,47%
Ressources propres	206 800 000	54 261 000	26,24%
Douanes	75 800 000	18 475 000	24,37%
Impôts	79 000 000	22 060 000	27,92%
Trésor	52 000 000	13 726 000	26,40%
Ressources extérieures	161 633 000	10 106 333	6,25%
Appuis budgétaires	29 233 000	-	0,00%
Appuis projets	132 400 000	10 106 333	7,63%
<i>Dons projets</i>	125 400 000	10 106 333	8,06%
<i>Emprunts projets</i>	7 000 000	-	0,00%
CHARGES	396 354 621	66 624 834	16,81%
Dépenses primaires	237 038 095	56 518 501	23,84%
Personnel	114 152 330	34 162 017	29,93%
Biens et Services	48 976 674	6 307 400	12,88%
Transferts et subventions	64 113 726	14 473 140	22,57%
Investissement sur ressources propres	9 795 365	1 575 944	16,09%
Charges Financières	26 916 526		0,00%
Financements extérieurs	132 400 000	10 106 333	7,63%
Solde budgétaire global	- 27 921 621	- 2 257 501	
Solde primaire	- 30 238 095	- 2 257 501	

Sources : LFI 2026, PLT, DGB et DGPB (MEPCI)

V.2. Solde de trésorerie

Au 1^{er} trimestre 2026, les ressources et les charges de trésorerie ont été mobilisées respectivement à hauteur de 48,89 milliards de francs CFA et 27,36 milliards de francs CFA. Ce qui donne un solde de trésorerie excédentaire d'un montant de 21,53 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination du solde de trésorerie :

Tableau n°13 : Tableau récapitulatif du solde de trésorerie à fin mars 2026 (en milliers de francs CFA)

	Réalisations au 1er trimestre 2025	Prévisions 2026	Réalisations au 1er trimestre 2026	Taux
Ressources de trésorerie	15 222 000	66 100 803	48 893 000	73,97%
Titres publics	1 022 000	66 100 803	38 441 000	58,16%
Tirage spécial (BGFI et BSIC)	14 200 000		9 378 000	
Autres recettes			1 074 000	
Charges de trésorerie	31 972 000	38 179 130	27 361 000	71,66%
Remboursements emprunts extérieurs	8 583 000	9 563 130	553 000	5,78%
Remboursements dette intérieure	23 389 000	51 216 000	26 808 000	52,34%
Bons de Trésor Assimilables (BTA)	951 000	1 000 000		0,00%
Obligations du Trésor Assimilables (OTA)	2 417 000	45 015 000	18 300 000	40,65%
Créances des Banques commerciales titrisées		610 000	1 488 000	243,93%
Crédits consolidés BEAC	557 000	3 867 000	1 488 000	38,48%
FMI	8 091 000		4 800 000	
AFRILAND	246 000	724 000	246 000	33,98%
Remb. Tirage BGFI/BSIC	11 127 000		486 000	
Accumulation de cash		- 22 600 000		
Solde de Trésorerie	- 16 750 000	27 921 673	21 532 000	

Sources : LFI 2026 et PLT

IV. DIFFICULTES RENCONTREES ET PERSPECTIVES

L'exécution du budget a été influencée par une faible mobilisation des ressources extérieures entraînant une baisse du niveau d'exécution des dépenses sociales. En outre, l'exécution de la charge du personnel a atteint un niveau très élevé ; aussi Les charges financières non régularisées impactent le niveau réel d'exécution budgétaire.

4. 1. Difficultés rencontrées lors de l'exécution budgétaire au 1er trimestre 2026

Sur la base du rapport d'exécution budgétaire au 1er trimestre 2026, plusieurs difficultés majeures ont affecté la mobilisation des ressources et l'exécution des dépenses publiques.

4.1. 1. Faible mobilisation des ressources budgétaires

a) Faible niveau global de mobilisation des recettes

Les ressources budgétaires ont été mobilisées à hauteur de 64,37 milliards FCFA sur une prévision annuelle de 368,43 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de seulement 17,47 %, inférieur au niveau attendu pour un trimestre.

b) Forte contreperformance des ressources extérieures

La principale difficulté provient de la faible mobilisation des ressources extérieures avec une baisse de 49,25 % par rapport à la même période en 2025.

Cette situation a fortement limité le financement des investissements publics et des secteurs sociaux avec un taux de mobilisation de seulement 6,25 %, une absence totale des appuis budgétaires et une absence de mobilisation des emprunts projets.

c) Sous-performance de certaines régies financières

Bien que les régies aient globalement amélioré leurs performances par rapport à 2025, certaines insuffisances persistent, on constate :

- Un faible taux de recouvrement des recettes fiscales douanières (21,61 %) ;
- Un faible niveau des autres recettes douanières ;
- Une absence de recouvrement des recettes sur exercices antérieurs à la DGID.

4.1.2. Faible niveau d'exécution des dépenses budgétaires

a) Exécution budgétaire globale insuffisante

Les dépenses ont été exécutées à hauteur de 66,62 milliards FCFA sur une prévision de 396,35 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 16,81 %.

Ce niveau reste faible pour assurer une mise en œuvre efficace des politiques publiques.

b) Faible exécution des dépenses de biens et services

Les dépenses de biens et services n'ont atteint que :

- 6,31 milliards FCFA soit un taux d'exécution de 12,88 %, très inférieur à la cible trimestrielle de 25 %.

Cette situation traduit :

- Des lenteurs dans la chaîne de dépense ;
- Des difficultés de programmation ;
- Une faible capacité d'absorption des crédits.

c) Faible exécution des investissements publics

Les investissements sur ressources propres n'ont été exécutés qu'à :

- 1,57 milliard FCFA soit un taux de 16,09 % ;
- Les investissements financés sur ressources extérieures affichent également un faible taux d'exécution de 7,63 %.

Cette situation ralentit la mise en œuvre des projets structurants et des infrastructures prioritaires.

4.1.3. Faibles performances des dépenses sociales

Les dépenses sociales globales ont été exécutées à seulement 13,95 %.

Les secteurs les plus touchés sont :

- Santé : 6,66 % ;
- Promotion du Genre : 4,59 % ;
- Développement rural : 4,43 % ;
- Energie : 1,46 %.

Les investissements sociaux sont particulièrement faibles :

- Taux global d'exécution des investissements sociaux : 5,90 % ;
- Absence totale d'exécution de plusieurs investissements sur ressources propres.

Cette faiblesse compromet l'atteinte des objectifs sociaux du Gouvernement.

4.1. 4. Pression élevée des dépenses de personnel

Les dépenses de personnel ont atteint :

- 34,16 milliards FCFA ;
- Soit un taux d'exécution de 29,93 %, supérieur à la cible trimestrielle de 25 %.

Cette forte pression salariale réduit les marges budgétaires disponibles pour :

- Les investissements ;
- Les dépenses sociales ;
- Les dépenses de fonctionnement prioritaires.

4.1. 5. Difficultés liées aux charges financières

Aucune régularisation des charges financières n'a été effectuée au premier trimestre en raison de l'absence d'informations disponibles.

Cela entraîne :

- Une insuffisance de sincérité budgétaire ;
- Une sous-évaluation du niveau réel des dépenses ;
- Des difficultés de suivi de la dette publique.

4.1. 6. Insuffisances dans la gestion de trésorerie et de la dette

Plusieurs difficultés sont observées :

- Une forte dépendance aux titres publics ;
- Un recours aux tirages spéciaux (BGFI et BSIC) ;
- Un dépassement de certaines rubriques de remboursement de dettes titrisées ;
- Un faible remboursement des emprunts extérieurs (5,78 %).

Ces éléments traduisent des tensions persistantes de trésorerie.

4.2 Perspectives d'amélioration proposées

4.2. 1. Renforcer la mobilisation des ressources intérieures

Il convient de :

- Poursuivre les réformes fiscales et douanières ;
- Renforcer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale ;
- Accélérer la digitalisation des régies financières ;
- Améliorer le recouvrement des recettes non fiscales ;
- Renforcer le suivi des recettes sur exercices antérieurs.

Le plan « e-Finances Publiques RCA 2025-2027 » devra être accéléré afin d'optimiser les recettes fiscal-douanières.

4.1. 2. Améliorer la mobilisation des financements extérieurs

Le Gouvernement devrait :

- Renforcer le dialogue avec les partenaires techniques et financiers ;
- Accélérer les conditions préalables aux décaissements ;
- Améliorer le suivi des projets financés sur ressources extérieures ;
- Renforcer les capacités de gestion des projets ;
- Améliorer le taux d'absorption des financements extérieurs.

4.1. 3. Accélérer l'exécution des dépenses d'investissement

Il est nécessaire de :

- Améliorer la programmation des investissements ;
- Réduire les lenteurs administratives dans la chaîne de dépense ;
- Accélérer la passation des marchés publics ;
- Renforcer le suivi-évaluation des projets ;
- Prioriser les projets à fort impact économique et social.

4.1. 4. Maîtriser la masse salariale

Le Gouvernement pourrait :

- Renforcer le contrôle des effectifs et de la solde ;
- Poursuivre l'assainissement du fichier de la fonction publique ;
- Limiter les recrutements non prioritaires ;
- Améliorer la gestion prévisionnelle des emplois publics.

4.1. 5. Renforcer la sincérité et la transparence budgétaires

Il est important de :

- Régulariser rapidement les charges financières ;
- Améliorer la remontée des informations comptables ;
- Renforcer la coordination entre Budget, Trésor et Dette ;
- Améliorer la qualité des rapports d'exécution budgétaire.

4.1. 6. Poursuivre les réformes budgétaires et institutionnelles

Le rapport recommande notamment :

- L'élaboration d'un collectif budgétaire afin d'intégrer les nouvelles contraintes ;
- La poursuite de la déconcentration de la fonction d'ordonnateur vers les ministères sectoriels.

Il conviendrait également de :

- Renforcer le budget-programme ;
- Améliorer les indicateurs de performance ;
- Renforcer les capacités des gestionnaires de crédits.

Afin de prendre en compte les mesures nouvelles et de continuer la mise en œuvre des réformes entreprises et de palier à ces difficultés il est nécessaire de :

- Le gouvernement entrevoit la nécessité d'aller à un collectif budgétaire ;
- Poursuivre le processus de déconcentration de la fonction d'ordonnateur à d'autres ministères sectoriels.

Conclusion

L'exécution budgétaire du premier trimestre 2026 est marquée par une mobilisation insuffisante des ressources, particulièrement extérieures, ainsi qu'un faible niveau d'exécution des dépenses d'investissement et des dépenses sociales. Malgré une amélioration des recettes propres, les tensions de trésorerie, la forte pression salariale et les insuffisances dans le suivi des charges financières continuent d'affecter la soutenabilité budgétaire.

Face à ces contraintes, les perspectives d'amélioration reposent principalement sur le renforcement de la mobilisation des recettes internes, l'accélération des réformes de digitalisation

des finances publiques, l'amélioration du taux d'absorption des financements extérieurs, la maîtrise des dépenses courantes et la poursuite des réformes de gouvernance budgétaire.



Amélie Jeannine BEHOROU
Directrice Générale du Budget

Annexe 1 : Exécution des dépenses du personnel au 31 mars 2026

Code	Institution / Ministère	Dépenses du personnel		
		Engagé	Ordonné	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	943 711	943 711	943 710
02	ASSEMBLEE NATIONALE	50 470	50 470	51 647
03	PRIMATURE	280 577	280 577	271 253
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	49 701	49 701	50 160
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	31 272	31 272	31 731
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	35 693	35 693	35 924
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	25 196	25 196	27 414
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	64 326	64 326	64 786
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-	-	
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-	-	
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	119 012	119 012	119 470
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	1 129 816	1 129 816	1 102 360
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	568 139	568 139	568 579
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	1 020 386	1 020 386	957 657
16	COMMISSION, VERITE, JUSTICE, REPARATION ET RECONCILIATION	-	-	
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	14 003 334	13 994 299	13 930 318
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR	64 406	64 406	65 920
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	2 943 265	2 927 546	2 825 184
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 405 305	1 404 515	1 134 904
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	189 379	189 379	190 143
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	211 118	211 118	845 502
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	160 438	160 438	160 798
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	5 414 340	5 414 340	5 232 755
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 182 949	1 182 949	415 604
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	133 945	133 945	134 203
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	176 713	176 713	177 172
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	1 452 104	1 439 604	1 257 932
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	175 867	175 867	176 140
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	151 349	151 349	151 807
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	81 246	81 246	81 925
81	MINISTERE DE L'URBANISME	108 216	108 216	108 674
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	210 291	210 291	142 893
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	103 787	103 787	105 300
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	95 794	95 794	96 558
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	232 569	232 569	133 027
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	181 578	181 578	160 856
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	84 441	84 441	87 827
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	251 243	251 243	242 810
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	151 867	151 867	152 250
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	338 174	338 174	303 410
95	MINISTERE DU TOURISME	234 053	234 053	224 495
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	143 986	143 986	144 219
	TOTAL GENERAL	34 200 059	34 162 017	32 907 317

Annexe 2 : Exécution des dépenses des Biens et Services au 31 mars 2026

Code	Institution / Ministère	Dépenses des biens et services		
		Engagé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	1 607 702	876 890	1 288 200
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 442 833	887 634	
02	ASSEMBLEE NATIONALE	8 574	8 574	2 236
03	PRIMATURE	407 676	370 682	356 898
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	188	158	
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	-	-	
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	1 960	61	
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	-		
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	875		
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV			
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS			
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	59 628		58 128
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	158 526	62 464	150 121
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	9 931	-	500 000
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	125 585	62 959	34 935
16	COMMISSION, VERITE, JUSTICE, REPARATION ET RECONCILIATION	-	-	
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	2 158 552	1 020 993	742 040
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR	2 500	-	
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	542 280	238 184	218 846
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	641 884	309 558	267 435
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	13 965	13 965	203
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	1 646	1 646	703
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	-	-	
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	1 705 243	1 671 740	
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	141 380	119 572	
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	12 827	6 327	1 425
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	137 734	36 062	55 000
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	962 910	492 328	779 127
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	5 018	5 018	2 811
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	9 452	6 269	8 576
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	8 003	4 394	2 751
81	MINISTERE DE L'URBANISME	5 969	3 603	454
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	3 186	-	
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	-	-	
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	66 818	58 177	42 708
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	97 630	44 663	15 000
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	69	69	58 208
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	3 750	-	
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	2 623	2 623	829 698
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	-	-	
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	5 556	1 012	437
95	MINISTERE DU TOURISME	13 955	1 776	2 859
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	93 526		
TOTAL GENERAL		10 459 954	6 307 400	5 418 799

6/27

Annexe 3 : Exécution des dépenses de Transferts au 31 mars 2026

Code	Institution / Ministère	Dépenses de transferts		
		Engagé	Ordonné	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	6 035 619	4 813 308	4 013 450
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	21 450	18 950	19 500
02	ASSEMBLEE NATIONALE	2 562 500	2 562 500	2 562 500
03	PRIMATURE	240 483	228 733	184 319
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	-	-	-
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	360 000	360 000	242 315
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	18 750	18 750	1 500
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	28 131	28 131	19 000
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	-
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	55 250	55 250	55 250
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	1 864 393	1 864 393	248 087
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	43 750	43 750	-
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	-	-	-
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	46 001	46 001	46 000
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	280 000	280 000	280 000
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	325 000	325 000	15 000
16	COMMISSION, VERITE, JUSTICE, REPARATION ET RECONCILIATION	50 000	50 000	30 000
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	87 250	18 500	18 500
22	MINISTERE CHARGE DU DRRR	21 250	21 250	7 500
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	62 500	62 500	62 500
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	370 274	276 700	276 700
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	102 500	102 500	90 000
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	28 000	28 000	28 000
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	-	-	-
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	550 000	550 000	-
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	12 500	12 500	11 000
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	185 500	22 500	55 000
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	5 000	-	-
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	55 000	55 000	-
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	96 438	96 438	91 437
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	95 858	75 359	81 609
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	516 375	-	-
81	MINISTERE DE L'URBANISME	50 000	50 000	50 000
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	4 250	2 125	2 125
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	43 750	43 750	38 811
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	25 000	25 000	15 000
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	1 439 668	1 419 668	1 281 764
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	37 500	-	-
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	30 000	20 000	20 000
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	501 625	501 625	448 500
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	20 000	20 000	15 582
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	200 000	200 000	200 000
95	MINISTERE DU TOURISME	26 183	24 960	24 960
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	150 000	150 000	102 000
TOTAL GENERAL		16 647 746	14 473 140	10 637 909

6/1

Annexe 4 : Exécution des dépenses d'investissements au 31 mars 2026

Code	Institution / Ministère	Dépenses d'investissement		
		Engagé	Ordonné	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
02	ASSEMBLEE NATIONALE			
03	PRIMATURE	126 599		
04	COUR CONSTITUTIONNELLE			
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL			
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION			
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION			
08	HAUTE COUR DE JUSTICE			
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV			
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS			
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	4 998		
13	MINISTERE DE LA JUSTICE			
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE			
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	350 000	350 000	
16	COMMISSION, VERITE, JUSTICE, REPARATION ET RECONCILIATION		-	
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	99 634	69 998	58 821
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR			
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR			
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 325 683	1 115 448	149 380
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP			
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE			
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI			
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	12 000		
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR			
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	99 990		
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	4 695		
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION			
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE			
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	14 999		
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP			
81	MINISTERE DE L'URBANISME			
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	20 553		
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE			
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	2 500		2 100
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE			
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE			
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES			
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE			
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE			
95	MINISTERE DU TOURISME	63 312	10 500	26 048
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	59 997	29 999	42 015
	TOTAL GENERAL	2 184 959	1 575 944	278 364

Exécution Budgétaire au 1er trimestre 2026

TABLEAU A DOUBLE ENTREE

Institution / Ministère	Prévisions budgétaires	Charges de personnel			Dépenses de biens et services			Dépenses de transfert			Dépenses d'investissement			CUMUL		
		Engagé	Ordonné	Payé	Engagé	Ordonné	Payé	Engagé	Ordonné	Payé	Engagé	Ordonné	Payé	Engagé	Ordonné	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	47 964 830				1 607 702	876 890	1 288 200	6 035 619	4 813 308	4 013 450				7 643 321	5 690 198	5 301 650
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	9 130 756	943 711	943 711	943 710	1 442 833	887 634		21 450	18 950	19 500				2 407 994	1 850 295	963 210
ASSEMBLEE NATIONALE	10 547 161	50 470	50 470	51 647	8 574	8 574	2 236	2 562 500	2 562 500	2 562 500				2 621 544	2 621 544	2 616 383
PRIMATURE	4 841 036	280 577	280 577	271 253	407 676	370 682	356 898	240 483	228 733	184 319	126 599			1 055 334	879 992	812 470
COUR CONSTITUTIONNELLE	568 143	49 701	49 701	50 160	188	158								49 889	49 859	50 160
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	729 711	31 272	31 272	31 731				360 000	360 000	242 315				391 272	391 272	274 046
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	273 370	35 693	35 693	35 924	1 960	61		18 750	18 750	1 500				56 403	54 504	37 424
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	238 475	25 196	25 196	27 414				28 131	28 131	19 000				53 327	53 327	46 414
HAUTE COUR DE JUSTICE	23 869				875									875		
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUVERNANCE	478 700	64 326	64 326	64 786				55 250	55 250	55 250				119 576	119 576	120 036
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	6 278 440							1 864 393	1 864 393	248 087				1 864 393	1 864 393	248 087
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	90 000							43 750	43 750					43 750	43 750	
MINISTERE CHARGE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	1 081 186	119 012	119 012	119 470	50 628		58 128				4 998			183 638	119 012	177 598
MINISTERE DE LA JUSTICE	7 242 376	1 129 816	1 129 816	1 102 360	158 526	62 464	150 121	46 001	46 001	46 000				1 334 343	1 238 280	1 298 481
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	6 088 025	568 139	568 139	568 579	9 931		500 000	280 000	280 000	280 000				858 070	848 139	1 348 579
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	5 105 021	1 020 386	1 020 386	957 657	125 585	62 959	34 935	325 000	325 000	15 000	350 000	350 000		1 820 971	1 758 345	1 007 592
COMMISSION, VERITE, JUSTICE, REPARATION ET RECONCILIATION																
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	49 498 661	14 003 334	13 994 299	13 930 318	2 158 552	1 020 993	742 040	87 250	18 500	18 500	99 634	69 998	58 821	16 348 769	15 103 791	14 749 679
MINISTERE CHARGE DU DDDR	640 013	64 406	64 406	65 920	2 500			21 250	21 250	7 500				88 156	85 656	73 420
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	15 626 019	2 943 265	2 927 546	2 825 184	542 280	238 184	218 846	62 500	62 500	62 500				3 548 045	3 228 230	3 106 530
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	20 800 732	1 405 305	1 404 515	1 134 904	641 884	309 558	267 435	370 274	276 700	276 700	1 325 683	1 115 448	149 380	3 743 145	3 106 221	1 828 419
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION	21 726 169	189 379	189 379	190 143	13 965	13 965	203	102 500	102 500	90 000				305 844	305 844	280 346
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	837 515	211 118	211 118	845 502	1 646	1 646	703	28 000	28 000	28 000				240 765	240 765	874 205
MINISTERE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI	479 895	160 438	160 438	160 798										160 438	160 438	160 798
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	30 622 752	5 414 340	5 414 340	5 232 755	1 705 243	1 671 740		550 000	550 000		12 000			7 681 583	7 636 080	5 232 755
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	9 726 872	1 182 949	1 182 949	415 604	141 380	119 572		12 500	12 500	11 000				1 336 829	1 315 021	426 604
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	1 397 557	133 945	133 945	134 203	12 827	6 327	1 425	185 500	22 500	55 000	99 990			432 262	162 772	190 628
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	1 600 798	176 713	176 713	177 172	137 734	36 062	55 000	5 000			4 695			324 141	212 775	232 172
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	30 698 120	1 452 104	1 439 604	1 257 932	962 910	492 328	779 127	55 000	55 000					2 470 014	1 986 932	2 037 059
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	1 982 001	175 867	175 867	176 140	5 018	5 018	2 811	96 438	96 438	91 437				277 322	277 322	270 388
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	5 025 813	151 349	151 349	151 807	9 452	6 269	8 576	95 858	75 359	81 669				605 624	85 640	84 676
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	26 669 698	81 246	81 246	81 925	8 003	4 394	2 751	516 375						164 185	161 819	159 128
MINISTERE DE L'URBANISME	2 475 546	108 216	108 216	108 674	5 969	3 603	454	50 000	50 000	50 000				238 280	212 416	145 018
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	570 110	210 291	210 291	142 893	3 186			4 250	2 125	2 125	20 553			147 537	147 537	144 111
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	707 618	103 787	103 787	103 300				43 750	43 750	38 811				190 112	178 971	156 366
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	12 749 025	95 794	95 794	96 558	66 818	58 177	42 708	25 000	25 000	15 000	2 500		2 100	1 769 867	1 096 900	1 429 791
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DES POSTES	4 290 340	232 569	232 569	133 027	97 630	44 663	15 000	1 439 668	1 419 668	1 281 764				219 148	181 648	219 064
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	802 205	181 578	181 578	160 856	69		58 208	37 500						118 191	104 441	107 827
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	458 981	84 441	84 441	87 827	3 750			30 000	20 000	20 000				118 191	104 441	107 827
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	29 463 002	251 243	251 243	242 810	2 623	2 623	829 698	501 625	501 625	448 500				755 491	755 491	1 521 008
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	1 117 453	151 867	151 867	152 250				20 000	20 000	15 582				171 867	171 867	167 832
MINISTERE DES EAUX, FORÊTS, CHASSE ET PÊCHE	8 763 266	338 174	338 174	303 410	5 556	1 012	437	200 000	200 000	200 000				543 731	539 187	503 847
MINISTERE DES ARTS, DE LA CULTURE ET DU TOURISME	1 057 810	234 053	234 053	224 495	13 955	1 776	2 850	26 183	24 960	24 960	63 312	10 500	26 048	337 503	271 289	278 362
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	3 914 218	143 986	143 986	144 219	93 526			150 000	150 000	102 000	59 997	29 999	42 015	447 510	323 985	288 234
TOTAL GENERAL	384 383 284	34 200 059	34 162 017	32 907 317	10 459 954	6 307 400	5 418 799	16 597 746	14 423 140	10 607 909	2 184 959	1 575 944	278 364	63 442 718	56 468 501	49 212 389